

## «j'aimais ce que je faisais»

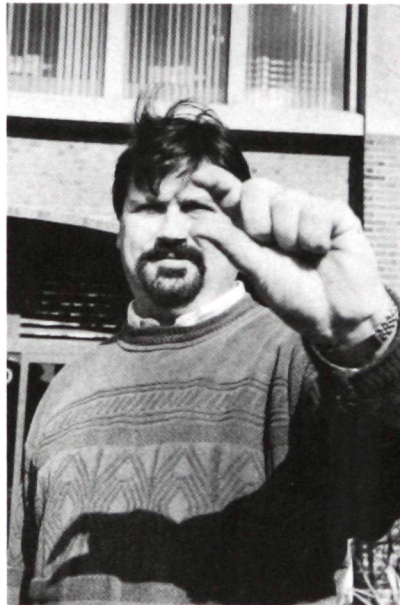
Un des effets de cette nouvelle conception du travail sera peut-être une dégringolade de celui-ci dans notre échelle de valeurs. Comme le dit Jean Nolet, journaliste pendant 22 ans chez Maple Leaf, et aujourd'hui chômeur, «je pense que les gens travaillent parce que c'est une nécessité, mais ils n'y accordent plus d'importance, avec la situation qu'on vit présentement. Moi, recommencer à travailler pour une compagnie, je ne referais pas ce que j'ai fait chez Maple Leaf. Je ferais ma *job*, point. Les compagnies, elles, veulent des profits et je suis d'accord, mais à un moment donné, assez c'est assez. Aujourd'hui, je pense que les gens sont contents d'avoir un emploi, il y en a certains qui prennent ça à coeur, mais moi je ne le prendrai plus à coeur. Je travaillerais pour mon salaire, je ne dis pas que je donnerais mon 100%. À Maple Leaf, j'ai trop pris ma *job* à coeur. J'aimais ce que je faisais. C'est niaseux, c'était une *job* sur un chariot-élévateur, mais j'aimais ce que je faisais.»



DESSIN: PIERRE GAUTHIER

**Des problèmes de communication amplifient l'incertitude. «Nous autres, tout ce qu'on sait des patrons, c'est à titre de rumeurs.»**

PHOTO: GUNTHER GAMPER



Alain Dugré.

susceptible d'être *bumpée*. Ce que je vis, à chaque jour, c'est un sursis, parce que je ne sais jamais quand j'aurai à partir.» Pauline Boucher affirme qu'à l'été 1997, 10% des techniciens-nes du labo, répondant à l'appel du gouvernement, ont pris leur retraite.

La conseillère professionnelle du Programme d'aide aux employés de l'hôpital, Ginette Berthiaume, corrobore les appréhensions de Pauline Boucher: «même si dans le milieu de la santé les gens sont dans un contexte de sécurité d'emploi, les gens vivent une anxiété au niveau de la réorganisation du travail, assure-t-elle. À Sainte-Justine, il y a 350 employés qui sont partis, c'est une expertise importante, une partie de l'histoire de l'hôpital, et il y a des secteurs plus affectés que d'autres. Présentement, les gens se disent: "quand ça va être mon tour?"»

Les problèmes de communication amplifient l'incertitude. «Nous autres, tout ce qu'on sait des patrons, c'est à



PHOTO: GUNTHER GAMPER

titre de rumeurs, soutient Pauline Boucher. Les syndicats non plus ne savent pas. C'est comme s'il y avait personne dans la bâtisse qui sait.» Anecdote significative, «il y a eu une fin de semaine où il y a eu trois rumeurs. La première: Sainte-Justine ferme!», raconte Pauline Boucher en pouffant de rire. «La deuxième – celle-là était vraie –, c'est qu'ils coupaient 14 millions \$ sur un budget de 30 millions \$. La troisième, c'est que Sainte-Justine deviendrait un centre de recherche. Ces rumeurs-là, c'était au printemps ou au début de l'été 1997. Là, il y a des rumeurs de fusion, mais on ne sait pas avec quel hôpital.» Cerise sur le *sundae*: le gouvernement a vaguement laissé entendre qu'il pourrait privatiser les laboratoires d'hôpitaux.

Une étude menée auprès des employés-es des centres hospitaliers Saint-Michel et Saint-Laurent intégrés dans d'autres établissements suite à la fermeture de ces deux hôpitaux en 1996, démontrait que 83% de ces employés-es ont vécu un taux élevé de détresse psychologique. Ce taux était déterminé à l'aide des indices de détresse psychologique de la dernière enquête de Santé Québec, menée en 1992. Cette dernière enquête soutenait que «seulement» 26% des travailleurs-ses québécois affichaient un taux élevé de détresse psychologique en 1992.